



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Passerelle - Convention d'attribution d'une subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'unité Passerelle est une expérimentation prévue pour une durée d'un an. Elle est menée en commun par la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole afin d'accompagner des agents en mobilité contrainte dans leur réussite et rebond professionnels. Passerelle a connu un démarrage effectif le 25 avril 2022 avec l'intégration de 5 premiers agents, sur les 15 agents attendus sur l'année 2022. Cette expérimentation se veut un exemple positif, de la volonté forte des deux collectivités d'œuvrer en faveur de l'inclusion, du vivre ensemble et de l'agir ensemble.

Plus précisément, l'objectif de Passerelle est de proposer de nouvelles perspectives d'avenir professionnel aux agents rencontrant des difficultés de santé (apparition d'inaptitude pour raison de santé) et d'avancer avec eux sur des emplois adaptés à leurs capacités et à la performance des deux collectivités. L'unité Passerelle est une solution interne en appui à toutes les directions. Les agents accueillis dans un lieu dédié, accompagnés, formés et managés, travailleront collectivement à la préparation, à la réalisation et au suivi d'activités utiles aux services.

Parce que trouver des solutions pour les agents est une responsabilité collective et partagée, ce nouveau dispositif a été co-construit en étant à l'écoute des besoins et des propositions des différents acteurs internes. Il s'agit notamment de rendre acteur l'agent et mobiliser ses ressources pour contribuer au collectif et travailler à son rebond.

Ce dispositif innovant, pionnier et inclusif a été reconnu comme tel par le ministère de la Transformation et de la Fonction Publique et la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique. Ainsi, l'unité Passerelle a été sélectionné dans le cadre de l'appel à projets innovants et subventionné à hauteur de 27 405 € TTC (10 080 € TTC pour la Ville de Montpellier et 17 325 € TTC pour Montpellier Méditerranée Métropole) pour financer des actions de formation.

Dans ce cadre, une convention de versement de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être signée. Cette convention définit les règles de versement de la subvention. La Ville et la Métropole s'engagent à un bilan, comprenant un retour d'expérience, dont l'objectif est la compréhension et l'appropriation des principes de la démarche de transformation entreprise, à la plateforme régionale interministérielle d'appui aux ressources humaines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention entre l'Etat, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-190846-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention passerelle.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.